

Aufgrund des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der Wallonischen Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'air et du climat"), abgeändert durch das Dekret vom 29. Juni 2017 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. August 2017), Artikel 1 Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund der Stellungnahme der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie"), Referenz CD-17g17-CWaPE-1707;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie,  
Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für das Jahr 2017 beläuft sich die Anzahl grüner Zertifikate, die der in Artikel 42/1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Verzögerungsmaßnahme entspricht, auf 2.792.596.

**Art. 2** - Die Dauer der in Artikel 1 erwähnten Verzögerungsmaßnahme wird auf 9 Jahre begrenzt.

**Art. 3** - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. August 2017

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204812]

**31 AUGUSTUS 2017. — Besluit van de Waalse Regering houdende vaststelling van het aantal groene certificaten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een temporisatieverrichting, die door het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat) in 2017 moeten worden gekocht**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het decreet van 29 juni 2017 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 augustus 2017), inzonderheid op artikel 42/1;

Gelet op het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het « Agence wallonne de l'air et du climat » (Waals agentschap voor Lucht en Klimaat), gewijzigd bij het decreet van 29 juni 2017 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 augustus 2017), inzonderheid op artikel 1, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekraftkoppeling;

Gelet op het advies van de « Commission wallonne pour l'Energie » (Waalse Energiecommissie) van 28 juli 2017, ref. CD-17g17-CWaPE-1707;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In 2017 bedraagt het aantal groene certificaten dat overeenstemt met de temporisatieverrichting bedoeld in artikel 42/1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt 2.792.596 eenheden.

**Art. 2.** De duur van de temporisatieverrichting bedoeld in artikel 1 is beperkt tot 9 jaar.

**Art. 3.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 31 augustus 2017.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

#### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

##### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2017/30869]

**8 JUIN 2017. — Arrêté 2016/1836 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé**

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé modifié par les décrets du 9 juillet 2010 et du 20 juillet 2016, articles 31, 47, 58, 63, 77, 78, 109, 118, 136, 138, 144, 172;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé;

Vu le rapport d'évaluation prévu en l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> du décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française établi le 2 février 2017 ;

Vu les avis des sections Services Ambulatoires et Aide et soins à domicile du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donnés les 16 et 9 février 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 janvier 2017 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 2 février 2017;

Vu l'avis 61.262/4du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 2017 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il convient d'adapter l'arrêté du 4 juin 2009 susvisé suite aux modifications apportées le 20 juillet 2016 au décret du 5 mars 2009 susvisé et portant sur la correction d'erreurs matérielles, sur l'abrogation de dispositions relatives à des matières qui ne relèvent plus actuellement de la Commission communautaire française ainsi que sur l'adaptation de certaines dispositions visant à en améliorer l'application ou à répondre mieux aux situations existantes et aux besoins constatés

Considérant qu'il convient d'assurer dès 2017 la régularisation de l'octroi des subventions aux services de médiation de dettes afin de leur permettre d'assurer leurs missions;

Sur proposition du Membre du Collège compétent pour la Santé et du Membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle en vertu de l'article 138 de la Constitution une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 4 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé est complété par un alinéa rédigé comme suit : « En application des articles 77 et 78, 2<sup>ème</sup> alinéa du décret, le service ambulatoire introduit sa demande de modification d'agrément qui n'entraîne pas de modification du nombre total d'équivalent temps plein fixé au cadre. Cette demande précise et motive l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois à dater de l'introduction de la demande, l'administration informe le service ambulatoire des pièces nécessaires à l'instruction de la demande. Le membre compétent du Collège statue sur la demande de modification qui n'entraîne pas de modification du nombre total d'équivalent temps plein fixé au cadre. »

**Art. 3.** Dans l'article 11 du même arrêté, les mots « dont la modification comprend les nouveaux secteurs ambulatoires agréés, soit les services d'aide aux justiciables et les services "Espaces-rencontres" » sont abrogés.

**Art. 4.** L'article 12 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

La subvention annuelle pour prestations des indépendants et des vacataires est calculée comme suit :

Montant forfaitaire x46 (semaines) x équivalent temps plein (en nombre d'heures par semaine)

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'article 15 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots : « ou pédopsychiatrie. ».

§ 2. L'article 15 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Pour l'ensemble du cadre agréé, les fonctions de médecin spécialiste sont exercées sous le statut de salarié à concurrence de 0,5 ETP minimum.

Lorsque ces fonctions de médecin spécialiste sont exercées par des indépendants, une subvention de 45 euros de l'heure est octroyée. »

**Art. 6.** Dans le titre II, Section II, Sous-section VI, du même arrêté, sont insérés les articles 37/1 et 37/2 rédigés comme suit :

« Art. 37/1 En application de l'article 118 du décret, le mode de calcul et les montants maximaux admissibles des subventions pour frais de fonctionnement sont de 7.000 euros pour l'équipe visée à l'article 47 du décret et 1.000 euros par ETP de personnel agréé et subventionné au-delà des 1,16 ETP de base :

Art. 37/2 La formation spécialisée visée à l'article 47, alinéa 2 du décret est attestée par un certificat délivré à l'issue de la participation à un programme de trente heures au moins de cours portant au minimum sur les matières suivantes :

1<sup>o</sup> droit des obligations ;

2<sup>o</sup> crédit hypothécaire ;

3<sup>o</sup> crédit à la consommation ;

4<sup>o</sup> contentieux de l'inexécution de la dette et voies d'exécution ;

5<sup>o</sup> aspects méthodologiques de la médiation de dettes.

La formation théorique est complétée par une journée minimum consacrée à l'étude pratique de cas. »

**Art. 7.** Dans le titre II, section II du même arrêté la sous-section VII comprenant les articles 39 à 48 est abrogée.

**Art. 8.** Dans l'article 57 du même arrêté, les mots « de l'article 115 du décret » sont remplacés par « de l'art 58 § 4 » et au 5<sup>o</sup> est ajouté « En application de l'article 25 du décret, si un hébergement non hospitalier de 15 lits minimum, dont le taux d'occupation est de 80% minimum, est organisé : 0,5 équivalent temps plein universitaire, 6,5 équivalent temps plein infirmier bachelier ou breveté. ».

**Art. 9.** Dans l'article 59 du même arrêté, entre la première et la deuxième phrase est inséré « Si un hébergement non hospitalier de 15 lits minimum, dont le taux d'occupation est de 80% minimum, est organisé, s'ajoutent 8.960 € aux montants maximaux admissibles de la subvention relative aux frais de fonctionnement par service. »

**Art. 10.** Dans l'article 61, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « Celui-ci remplit » sont remplacés par « Celui-ci peut remplir ».

Ce même article 61 est complété par un 10<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 10<sup>o</sup> Le service d'aide à domicile occupe un travailleur administratif à temps plein pour 35 aides à temps plein. »

**Art. 11.** Dans l'article 77 du même arrêté, les mots « le membre du Collège » sont remplacés par « l'Administrateur général ».

**Art. 12.** Dans le même arrêté est inséré un article 77/1 rédigé comme suit :

« Art. 77/1 En application de l'article 136, § 3 du décret, les heures prévues par le contingent de l'année précédente qui n'ont pas été utilisées par un service sont réparties entre les services dont les heures de prestations sont excédentaires à leur contingent. Si le nombre total d'heures prestées par les services est supérieur au contingent global, cette répartition est proportionnelle au total des heures non utilisées, suivant la formule suivante :

Heures excédentaires par service \* total des heures non utilisées / total des heures excédentaires. »

**Art. 13.** Les articles 78 et 79 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 78. En application de l'article 138 du décret, les frais de fonctionnement, de promotion, de formation ou de personnel supplémentaire au cadre minimum visé à l'article 63 du décret et qui sont liées aux missions visées à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> ainsi que § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du décret s'élèvent à 132.760 euros.

Art. 79. En application de l'article 138 du décret, les frais de fonctionnement, de promotion, de formation ou de personnel supplémentaire au cadre minimum visé à l'article 63 du décret et qui sont liées aux missions visées à l'article 31, § 2, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> s'élèvent respectivement à 50.200 euros. »

**Art. 14.** Dans l'article 81 du même arrêté, les mots « 147/1 et » sont insérés entre les mots « aux articles » et « 148 ».

**Art. 15.** L'article 82 du même arrêté est remplacé par : « En application de l'art 144 du décret, tous les services ambulatoires agréés peuvent être membres de droit de l'organisme intersectoriel de coordination, à condition qu'ils en fassent la demande. »

**Art. 16.** Dans l'article 93 du même arrêté est ajouté l'alinéa suivant : "Ce montant a pour objet la mise en œuvre d'une démarche d'évaluation qualitative intersectorielle sur la base d'un projet tel que prévu à l'article 172 du Décret"

**Art. 17.** L'article 95, alinéa unique, du même arrêté, est complété par la phrase suivante :

« Le montant attribué par le Collège est indexé selon la formule suivante :

Montant de référence multiplié par l'indice santé de décembre N divisé par l'indice santé de décembre N-1. Ce montant est arrondi au cent. Le montant de référence correspondant soit au dernier montant indexé de l'année N, soit au montant attribué par le Collège pour l'année N. »

**Art. 18.** Dispositions transitoires relatives aux subventions des Centres d'accueil téléphonique :

A la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, si la fonction de direction prévue à l'article 63 du décret est occupée par un membre du personnel détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire, celui-ci pro mérite du barème universitaire jusqu'à son départ du centre d'accueil téléphonique.

**Art. 19.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Art. 20.** Le Membre du Collège compétent pour la Santé et le Membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 2017.

Par le Collège :

C. FREMAULT,

Membre du Collège, chargée de l'Action sociale et de la Famille

C. JODOGNE,

Membre du Collège, chargée de la Santé

F. LAANAN,

Présidente du Collège

VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2017/30869]

**8 JUNI 2017. — Besluit 2016/1836 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juni 2009 houdende toepassing van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in het domein van de sociale actie, het gezin en de gezondheid**

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in het domein van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, gewijzigd door de decreten van 9 juli 2010 en 20 juli 2016, artikelen 31, 47, 58, 63, 77, 78, 109, 118, 136, 138, 144, 172;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juni 2009 houdende toepassing van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in het domein van de sociale actie, het gezin en de gezondheid;

Gelet op het evaluatieverslag bedoeld in artikel 3, 1e lid, 2<sup>o</sup> van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de dimensie gender in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, opgesteld op 2 februari 2017;

Gelet op de adviezen van de afdelingen Ambulante diensten en Thuishulp en -zorg van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg, verleend op 16 en 9 februari 2017;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, verleend op 19 januari 2017;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, verleend op 2 februari 2017;

Gelet op het advies 61.262/4 van de Raad van State, verleend op 26 april 2017 bij toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Overwegende dat voornoemd besluit van 4 juni 2009 dient te worden aangepast als gevolg van de wijzigingen die op 20 juli 2016 werden aangebracht aan voornoemd decreet van 5 maart 2009 en die betrekking hebben op de correctie van materiële fouten, de intrekking van bepalingen inzake aangelegenheden waarvoor de Franse Gemeenschapscommissie vandaag niet langer bevoegd is evenals de aanpassing van sommige bepalingen teneinde de toepassing ervan te verbeteren of beter tegemoet te komen aan de bestaande situaties en de vastgestelde behoeften.

Overwegende dat vanaf 2017 de regularisatie dient te worden verzekerd van de toekenning van de subsidies aan de schuldbemiddelingsdiensten teneinde hen in staat te stellen hun opdrachten uit te voeren;

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor Gezondheid en van het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt bij toepassing van artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van die Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 4 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juni 2009 houdende toepassing van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in het domein van de sociale actie, het gezin en de gezondheid wordt aangevuld met een lid dat als volgt wordt geformuleerd: "Bij toepassing van de artikelen 77 en 78, 2e lid van het decreet dient de ambulante dienst zijn aanvraag tot wijziging van erkenning in die geen wijziging met zich meebrengt van het in het kader vastgestelde totale aantal voltijdse equivalenten. Deze aanvraag bevat een nauwkeurige beschrijving en motivatie van het voorwerp van de wijziging. Binnen een termijn van 1 maand vanaf de indiening van de aanvraag deelt de administratie aan de ambulante dienst mee welke stukken ze nodig heeft om de aanvraag te onderzoeken. Het bevoegde Collegelid neemt een beslissing met betrekking tot de aanvraag van wijziging die geen wijziging met zich meebrengt van het in het kader vastgestelde totale aantal voltijdse equivalenten."

**Art. 3.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden "waarvan de wijziging de erkende nieuwe ambulante diensten omvat, hetzij de diensten voor schuldbemiddeling en de diensten 'Ontmoetingsruimten'" ingetrokken.

**Art. 4.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid dat als volgt wordt geformuleerd:

De jaarlijkse subsidie voor prestaties van de zelfstandigen en het hulppersoneel wordt als volgt berekend:

Forfaitair bedrag x 46 (weken) x voltijds equivalent (in aantal uren per week).

**Art. 5.** § 1. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt het 1e lid aangevuld met de woorden: "of kinderpsychiatrie".

§ 2. Artikel 15 wordt aangevuld met een lid dat als volgt wordt geformuleerd: "Voor het geheel van het erkende kader worden de functies van arts-specialist uitgeoefend onder het statuut van werknemer ten belope van 0,5 VTE minimum.

Worden deze functies van arts-specialist uitgeoefend door zelfstandigen, dan wordt een subsidie van 45 euro per uur toegekend."

**Art. 6.** In titel II, Afdeling II, Onderafdeling VI, van hetzelfde besluit worden de artikelen 37/1 en 37/2 ingevoegd die als volgt luiden:

"Art. 37/1. Bij toepassing van artikel 118 van het decreet zijn de wijze van berekening en de toelaatbare maximumbedragen van de subsidies voor werkingskosten gelijk aan 7.000 euro voor het team bedoeld in artikel 47 van het decreet en aan 1.000 euro per VTE erkend en gesubsidieerd personeel boven de 1,16 basis-VTE.

Art. 37/2. De gespecialiseerde opleiding zoals bedoeld in artikel 47, 2e lid van het decreet wordt bewezen door een getuigschrift dat wordt afgegeven na afloop van de deelname aan een programma met minimum dertig lessen dat ten minste betrekking heeft op de volgende materie:

1° verbintenisrecht;

2° hypothecair krediet;

3° consumentenkrediet;

4° geschillen betreffende het gebrek aan aflossing van de schuld en middelen van tenuitvoerlegging;

5° methodologische aspecten van de schuldbemiddeling.

De theoretische opleiding wordt aangevuld met minimum één dag gewijd aan de studie van praktijkgevallen."

**Art. 7.** In titel II, afdeling II van hetzelfde besluit wordt onderafdeling VII met de artikelen 39 tot 48 ingetrokken.

**Art. 8.** In artikel 57 van hetzelfde besluit worden de woorden "van artikel 115 van het decreet" vervangen door "van artikel 58 § 4" en in 5° wordt de volgende bepaling toegevoegd: "Bij toepassing van artikel 25 van het decreet, in geval van organisatie van huisvesting buiten de ziekenhuisomgeving van minimum 15 bedden, met een bezettingsgraad van ten minste 80 %, 0,5 universitaire voltijds equivalent, 6,5 voltijdse equivalenten verpleegkundige bachelor of gebrevetteerd."

**Art. 9.** In artikel 59 van hetzelfde besluit wordt tussen de eerste en de tweede zin de volgende zin ingevoegd: "In geval van organisatie van huisvesting buiten de ziekenhuisomgeving van minimum 15 bedden, met een bezettingsgraad van ten minste 80 %, komt een bedrag van € 8.960 boven op de toelaatbare maximumbedragen van de subsidie betreffende de werkingskosten per dienst."

**Art. 10.** In artikel 61, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden "vervult deze" vervangen door "kan deze [...] vervullen".

Ditzelfde artikel 61 wordt aangevuld met een punt 10° dat als volgt luidt:

"10° De dienst voor thuiszorg stelt één voltijds administratief medewerker te werk voor 35 voltijdse helpers."

**Art. 11.** In artikel 77 van hetzelfde besluit worden de woorden "het Collegelid" vervangen door de "Administrateur-generaal".

**Art. 12.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 77/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

“Art. 77/1 Bij toepassing van artikel 136, § 3 van het decreet worden de door het contingent van het vorige jaar voorziene uren die een dienst niet heeft gebruikt verdeeld tussen de diensten die meer uren hebben gepresteerd dan het aantal uur van hun contingent. Is het totale aantal door de diensten gewerkte uren hoger dan het globale contingent, dan staat deze verdeling in evenredige verhouding tot het totale aantal ongebruikte uren, volgens de onderstaande formule:

Overuren per dienst \* totaal van de ongebruikte uren / totaal van de overuren.”

**Art. 13.** De artikelen 78 en 79 van hetzelfde besluit worden vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 78. Bij toepassing van artikel 138 van het decreet bedragen de kosten voor de werking, promotie, opleiding of extra personeel ten opzichte van het minimumkader zoals bedoeld in artikel 63 van het decreet en verbonden met de opdrachten bedoeld in artikel 31, § 1, 1° en 2° alsook § 2, 1° en 2° van het decreet 132.760 euro.

Art.79 Bij toepassing van artikel 138 van het decreet bedragen de kosten voor de werking, promotie, opleiding of extra personeel ten opzichte van het minimumkader zoals bedoeld in artikel 63 van het decreet en verbonden met de opdrachten bedoeld in artikel 31, § 2, 3° en 4° respectievelijk 50.200 euro.”

**Art. 14.** In artikel 81 van hetzelfde besluit wordt “147/1 en” ingevoegd tussen de woorden “in de artikelen” en “148”.

**Art. 15.** Artikel 82 van hetzelfde besluit wordt vervangen door: “Bij toepassing van artikel 144 van het decreet kunnen alle erkende ambulante diensten van rechtswege lid zijn van het intersectoraal coördinatieorgaan, voor zover ze daartoe een aanvraag indienen.”

**Art. 16.** Aan artikel 93 van hetzelfde besluit wordt het volgende lid toegevoegd: “Dit bedrag heeft als doel de uitvoering van een actie van intersectorale kwalitatieve evaluatie op basis van een project zoals bedoeld in artikel 172 van het decreet.”

**Art. 17.** Artikel 95, enig lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin:

“Het door het College toegekend bedrag wordt als volgt geïndexeerd:

Referentiebedrag vermenigvuldigd door de gezondheidsindex van december N gedeeld door de gezondheidsindex van december N-1. Dit bedrag wordt afgerond tot twee cijfers na de komma. Het referentiebedrag stemt overeen hetzij met het laatste geïndexeerde bedrag van het jaar N of met het bedrag dat het College heeft toegewezen voor het jaar N.”

**Art. 18.** Overgangsbepalingen betreffende de subsidies aan de centra voor teleonthaal:

Indien, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, de directiefunctie bedoeld in artikel 63 van het decreet wordt ingenomen door een personeelslid dat houder is van een diploma van het niet-universitair hoger onderwijs, geniet de betrokkene het universitair barema tot zijn vertrek uit het centrum voor teleonthaal.

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2017.

**Art. 20.** Het Collegelid bevoegd voor Gezondheid en het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin zijn ieder voor wat hem aanbelangt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 2017.

Door het College :

C. FREMAULT,

Collegelid, belast met Sociale Actie en Gezin

C. JODOGNE,

Collegelid, belast met Gezondheid

F. LAANAN,

Voorzitster van het College

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/13296]

**11 MAI 2017.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant le Bureau bruxellois de la planification à participer au régime de pensions organisé par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, en son article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, modifié par l'arrêté 5 juillet 1990;

Vu l'ordonnance du 11 juillet 1991 relative au régime de pension des membres du personnel des organismes d'intérêt public dépendant de la région de Bruxelles-Capitale, l'article 2;

Vu l'arrêté du 6 octobre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 29 juillet 2015 portant création du Bureau bruxellois de la planification;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/13296]

**11 MEI 2017.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij het Brussels Planningsbureau gemachtigd wordt om deel te nemen aan de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut alsmede van hun recht-hebbenden

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut en van hun rechthebbenden, in haar artikel 1, derde lid, gewijzigd door het besluit van 5 juli 1990;

Gelet op de ordonnantie van 11 juli 1991 betreffende de pensioenregeling van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut afhankelijk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 2;

Gelet op het besluit van 6 oktober 2016 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie van 29 juli 2015 houdende oprichting van het Brussels Planningsbureau;